



HISTORIQUEMENT INCORRECT

Par Jean Sévillia



© BAUTEL/SIPA

M LE MAUDIT

Réduit par la postérité à la condition d'icône fasciste, Charles Maurras avait été l'un des tout premiers à mettre en garde contre le danger hitlérien. Sa volonté de s'en tenir à la défense de « *la France seule* » allait le conduire à la passivité sous l'occupation allemande.

Le 27 janvier 1945, Charles Maurras, déclaré « *coupable du crime d'intelligence avec l'ennemi* », était condamné à la peine de réclusion perpétuelle et à la dégradation nationale. Au gaulliste François Mauriac, ce verdict devait arracher ce mot : « *Intelligence avec l'ennemi ? C'est bien la seule forme d'intelligence qu'il n'ait jamais eue.* » Plus d'un demi-siècle après sa mort (1952), l'appui que Maurras avait apporté au régime de Vichy lui vaut toujours d'être proscrit, au point qu'en 2018, l'inscription de son nom dans le *Livre des commémorations nationales*, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de sa naissance, avait déclenché une polémique face à laquelle le ministre de la Culture, Françoise Nyssen, avait reculé en retirant la référence à l'écrivain dans le livre.

Journaliste, directeur du quotidien royaliste *L'Action française*, théoricien politique, critique littéraire et poète, membre de l'Académie française, Charles Maurras avait été, pendant la première moitié du XX^e siècle, une figure de la vie intellectuelle française dont la personnalité avait séduit, outre ses amis Léon Daudet et Jacques Bainville, des hommes comme Marcel Proust, Guillaume Apollinaire, André Malraux, Jacques Maritain, Georges Bernanos, Pierre Gaxotte ou Pierre Boutang. Comment réduire Maurras à une « *icône fasciste* », qualificatif que lui infligea *Le Nouveau Magazine littéraire* en mars 2018 ? A rebours des slogans convenus, un travail universitaire éclaire la face controversée de Maurras en étudiant la position de *L'Action française* – journal et école de pensée – face au national-socialisme et au III^e Reich. Professeur à l'université de Lorraine (Metz), le germaniste Michel Grunewald expose ce qu'on savait déjà, mais en l'illustrant par une foule de citations puisées à la source, ce qui permet de juger sur pièces.

Nés autour de 1870, les chefs de *L'Action française* avaient grandi dans le traumatisme de la défaite de Sedan et dans le culte de la « *Revanche* » contre l'Allemagne. Pour le Provençal Maurras, proche de l'École romane, seul le classicisme issu d'Athènes et de Rome était la marque de la civilisation, le romantisme étant à ses yeux d'inspiration germanique, et donc barbare. En 1895, le jeune écrivain découvre les *Discours à la nation allemande* de Fichte, dont la traduction française vient d'être publiée, et en tire une analyse dont Michel Grunewald observe qu'elle sera « *la matrice de tout le discours de l'Action française sur l'Allemagne* ». Selon

Maurras, Fichte étend la souveraineté absolue du moi, héritée de Kant, au moi allemand. Erigeant le « *germanisme* » en principe d'organisation de l'univers, ce système intellectuel et philosophique doit être combattu, de même que la philosophie allemande, mère des barbaries modernes, doit être répudiée : contre Luther, Maurras pense que le libre examen est un principe anarchique ; contre Kant, que la loi morale ne peut être déterminée par la conscience individuelle ; contre Rousseau et les « *idées suisses* », assimilées au germanisme, que le bien commun ne peut être assuré par la volonté générale.

Au début du XX^e siècle, ces considérations philosophiques s'accompagnent, à *L'Action française*, d'une attention aiguë envers l'ascension de l'Allemagne, phénomène dangereux pour la France, estiment Maurras et ses amis. Antiallemande, *L'Action française*, avant 1914, combat tout ce qui contribue à l'affaiblissement de la nation, notamment l'antimilitarisme. En 1919, après avoir réclamé en vain l'annexion du Landau et de la Sarre et un protectorat français sur la Rhénanie, le journal critique le traité de Versailles, « *une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur, et trop dure pour ce qu'elle a de doux* », selon la formule de Bainville. En 1922, *L'Action française* s'inquiète du rapprochement germano-soviétique conclu à Rapallo ; en 1923, elle applaudit l'occupation de la Ruhr par l'armée française ; en 1925, elle s'oppose au rapprochement franco-allemand engagé par Briand et dénonce l'évacuation de la Ruhr.

Dès 1922, grâce à Raymond Poincaré, Maurras possède des informations sur Hitler. En 1924, il met en garde contre le « *rapide accroissement du bloc dit raciste sorti de terre en quelques mois et fondé ou échafaudé sur de vieilles imaginations périmées* » avec sa « *philosophie (...) abracadabrante de la race et du sang* ». En 1930, année où *L'Action française* condamne l'abandon de Mayence par l'armée française en titrant « *Le crime contre la patrie* », le quotidien nationaliste



L'ENNEMI NUMÉRO UN A droite : Hitler quittant le congrès de Nuremberg en septembre 1936. Ce huitième congrès du parti du Reich fut baptisé « de l'Honneur » suite à la remilitarisation de la Rhénanie six mois plus tôt, en violation des traités de Versailles (1919) et de Locarno (1925). A gauche : Charles Maurras (1868-1952) dans son bureau en 1932. En 1936, l'Allemagne hitlérienne lui paraissait alors plus dangereuse que Moscou.

publie une série d'articles sur le parti nazi, dépeint comme « un des plus grands dangers pour la France ». En 1933, Maurras déplore l'accession de Hitler au pouvoir. En 1934, après la nuit des Longs Couteaux, il dénonce l'« abattoir hitlérien » et pronostique un pacte germano-soviétique : « Je le répète : il n'y a pas de plus grand danger que l'hitlérisme et le soviétisme. A égalité ! Et ces égaux-là sont faits pour s'entendre. La carte le confirme. L'avenir le vérifiera. » En 1936, lors de la constitution du Front populaire, il réaffirme que le danger allemand est pire que le danger communiste : « Hitler est encore notre ennemi numéro un. Moscou est bien moins dangereux. »

En 1937, Maurras publie *Devant l'Allemagne éternelle*. Dans ce livre sous-titré *Chronique d'une résistance*, il a rassemblé quarante ans de textes sur l'Allemagne, le pangermanisme et l'influence allemande en France. La préface inédite de ce volume rend rétrospectivement un son prophétique : « Un statut nouveau de l'humanité se prépare, un droit particulier est élaboré. (...) Le racisme hitlérien nous fera assister au règne tout-puissant de sa horde. »

En 1938, s'il défend les accords de Munich, c'est que Maurras considère que la France n'est pas militairement prête, mais il appelle d'urgence au réarmement. Lors de l'attaque allemande de mai 1940, il se déchaine contre « le chien enragé de l'Europe » : « Nous avons devant nous une horde bestiale et, menant cette horde, l'individu qui en est la plus exacte et la plus complète expression. »

Désespéré par la défaite française, le directeur de *L'Action française* voit une « divine surprise » dans l'accession au pouvoir du maréchal Pétain. Plus encore que la proximité des thèmes de la « Révolution nationale » avec ses propres idées, c'est le maintien d'un Etat français incarné par le vainqueur de Verdun qui paraît à Maurras la clé d'un relèvement futur. A l'été 1940, malgré les avis de nombreux proches, dont Pierre Gaxotte, qui le lui déconseillent, Maurras fait donc reparaitre son journal à Lyon, avec en manchette la formule « La France seule ». Dans l'esprit de l'infatigable polémiste, cette formule est une incitation à se soucier seulement de la France, contre « le clan des yes » (les pro-Anglais) et « le clan des ja » (les pro-Allemands). En privé et par oral, ses consignes sont plus balancées. Néanmoins, dans ses éditoriaux soumis à la censure, Maurras restera enfermé dans cette position de principe, alors même que Vichy perdait progressivement les éléments de souveraineté que lui avait laissés l'armistice. Isolé, mal informé de la marche du monde, le vieil homme allait se discréditer en paraissant passif devant une occupation allemande qui lui faisait pourtant horreur, quand nombre de ses disciples s'engageaient dans la

Résistance ou plus encore dans les armées qui allaient participer à la libération du pays avec Juin, de Lattre ou Leclerc.

Michel Grunewald rappelle en outre que *L'Action française*, fidèle à son antisémitisme d'origine, soutiendra intégralement la politique de Vichy dans ce domaine. L'historien aligne des citations prouvant que « l'antisémitisme d'Etat » préconisé par Maurras et qui visait à réserver aux Juifs, à l'exception de ceux qui avaient rendu un service insigne à la France, un statut analogue à celui des étrangers dans les cités antiques pouvait prendre un caractère essentialisant, glissant vers une perspective raciale que *L'Action française* refusait pourtant en théorie, mais qui, en pratique, dénotait, écrit Grunewald, « d'indéniables porosités par rapport à la politique raciste de l'occupant ».

Maurras, considérant le nazisme comme l'héritier du nationalisme allemand, avait imparfaitement compris ce qu'il était en profondeur : un néopaganisme totalitaire. Ce caractère, à vrai dire, était rarement perçu par les contemporains. Une certitude, du moins, est-elle établie : en dépit de ses errements, *L'Action française* n'a jamais éprouvé la moindre inclination envers l'hitlérisme, au contraire. *J*

À LIRE



De la « France d'abord » à la « France seule », *L'Action française* face au national-socialisme et au Troisième Reich, Michel Grunewald, Pierre-Guillaume de Roux, 352 pages, 27 €.